

Enseignant·e·s sur une planète en surchauffe : Façonner la vision syndicale pour une transition juste

Résumé des résultats

Alanah Torralba
Octobre 2022



Dans un monde chaque jour plus marqué par la violence du réchauffement climatique, la transition juste est désormais devenue une question d'urgence pour les éducateur·trice·s. En première ligne du changement climatique, les éducateur·trice·s sont quotidiennement confronté·e·s aux pires conséquences de l'évolution du climat dans le monde. Qu'il s'agisse de tempêtes ou d'ouragans d'une puissance extrême, d'inondations massives, de sécheresses prolongées, de vagues de chaleur accablantes ou de la disparition progressive des îles, le secteur de l'éducation subit déjà l'incidence indirecte, mais profonde, du changement climatique. Raison pour laquelle les éducateur·trice·s prennent une part active aux discussions entourant l'action climatique et le projet crucial d'avancer vers un monde à faible émission de carbone.

Seule une réorganisation fondamentale de nos sociétés nous permettra d'éviter les conséquences irréversibles du changement climatique. À cette fin, il est impératif de décarboniser l'économie mondiale, ce qui implique de mettre un terme à notre dépendance des combustibles fossiles et de repenser le développement de nos sociétés en vue de respecter les limites de notre planète.¹ Toutefois, la nécessité de décarboniser fait également craindre le risque d'un effondrement de l'économie mondiale.

En particulier, l'opposition binaire « l'emploi contre la nature » insiste sur le fait que toute initiative ayant pour objet la transition vers une économie à faible émission de carbone se fera au détriment de la croissance économique et, par extension, au détriment des droits des travailleur·euse·s. En conséquence, la communauté syndicale et les mouvements pour la justice sociale ont créé le concept de « transition juste », afin de pouvoir répondre aux inquiétudes politiques provoquées par le changement climatique et les politiques pour y faire face. En résumé, une transition juste vise à promouvoir la protection sociale pour atténuer les effets de la transformation industrielle à faible émission sur les groupes vulnérables. Cela a amené récemment à définir un cadre pour envisager des politiques de lutte contre les inégalités exacerbées par le changement climatique au sein des pays. C'est dans ce contexte que les éducateur·trice·s ont abordé les impacts du changement climatique sur le secteur et entamé le discours sur la transition juste.

Les participant·e·s à l'étude « Enseignant·e·s sur une planète en surchauffe : Façonner la vision syndicale pour une transition juste » soulignent à l'unanimité que les infrastructures éducatives n'étaient pas préparées à faire face aux récentes vagues de

¹ Steffen, W. et al. (2015) « Planetary boundaries: Guiding human development on a changing planet. » *Science*, 347(6223). <https://www.science.org/doi/10.1126/science.1259855>



chaleur calamiteuses enregistrées dans le monde. Le changement climatique a mis au jour la dégradation de nombreux systèmes éducatifs résultant des tempêtes, des ouragans et des typhons toujours plus puissants, plus fréquents et plus imprévisibles qui endommagent un grand nombre d'établissements scolaires mal entretenus. Cela fait des décennies que les gouvernements négligent les services sociaux, si bien que les systèmes éducatifs ne sont aujourd'hui plus capables de développer leur résilience climatique. Cette situation a engendré des perturbations du calendrier scolaire et une diminution de la capacité des éducateur·trice·s à enseigner. Dans certains cas, les effets du climat viennent alourdir la charge de travail des éducateur·trice·s, notamment après une catastrophe climatique. D'autre part, la vitesse alarmante de la montée du niveau des mers menace la survie des communautés insulaires. Le risque de submersion des îles a des conséquences dramatiques sur la pérennité des systèmes éducatifs locaux.

Pour les éducateur·trice·s, une transition juste consiste donc principalement à répondre aux besoins d'adaptation de leurs communautés et du secteur de l'éducation. Les éducateur·trice·s savent qu'il·elle·s ont un rôle important à jouer au sein de leurs communautés et, à cet égard, leur souci de protéger l'environnement demeure indissociable de leur mission. Ainsi, bien que leur statut professionnel ne soit pas directement menacé par le passage aux industries à faible émission de carbone, les éducateur·trice·s sont néanmoins concerné·e·s par l'effet « domino » des pertes d'emplois sur leurs communautés. C'est pourquoi les syndicats de l'éducation sont nombreux à vouloir renforcer la résilience climatique des écoles, des universités et des communautés qu'ils représentent. Leur projet est multidimensionnel : le secteur de l'éducation doit se tourner vers les sources d'énergie renouvelable, les établissements scolaires doivent devenir des lieux de résilience au sein de leurs communautés et se lancer dans un

processus de désengagement financier vis-à-vis des entreprises de combustibles fossiles, et enfin, les gouvernements doivent augmenter leurs investissements dans l'enseignement public, en tant que stratégie d'adaptation au changement climatique.

À plus grande échelle, les éducateur·trice·s estiment que leur profession devrait être reconnue comme un « secteur d'activité à faible émission de carbone », dans la mesure où il·elle·s ont également un rôle fondamental à jouer dans la transformation des économies mondiales et de la main-d'œuvre. Selon les éducateur·trice·s, le secteur de l'enseignement public devrait se charger de la formation et de la mise à niveau des effectifs en ce qui concerne les industries à faible émission de carbone. La transition ne doit en aucun cas être une initiative du secteur privé qui reproduirait les inégalités économiques, raciales et de genre en limitant l'accès au plus grand nombre en raison de frais de scolarité et d'inscription exorbitants. Les éducateur·trice·s doivent donc poursuivre leur lutte contre la privatisation dans le cadre de la transition vers un monde à faible émission de carbone.

Enfin, le discours sur la transition juste offre aux syndicats de l'éducation une occasion de renforcer leur engagement à lutter contre le changement climatique et de rester pertinents aux yeux de leurs membres et de leurs communautés. Outre leurs revendications pour une éducation au climat de qualité pour tou·te·s, leur engagement en faveur d'une transition juste leur permet de mettre en lumière les impacts concrets du changement climatique sur les conditions de travail et les perspectives d'avenir du secteur de l'éducation. Espérons que cela incitera les syndicats de l'éducation à reconnaître que seules la collaboration, la solidarité et l'action collective permettront de faire face aux crises simultanées de l'éducation et du changement climatique.



La recherche complète de Alanah Torralba (en anglais) est accessible ici : <https://eiie.io/JustTransition>



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale

www.ei-ie.org
#eduint